

Réunion internationale d'experts sur les politiques publiques en faveur du droit à l'éducation des réfugiés

Palau Reial de Pedralbes,
Avinguda Diagonal, 686, Barcelone, Espagne
13-14 Décembre 2018

Note conceptuelle et programme provisoire

En vue de contribuer à la Journée des droits de l'homme 2018, qui célèbre le 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'UNESCO, l'UNHCR, le Centre UNESCO pour la Catalogne, la Generalitat de Catalunya et le Conseil municipal de Barcelone organisent une réunion internationale d'experts sur les politiques publiques en faveur du droit à l'éducation des réfugiés, afin d'attirer l'attention sur l'importance de garantir le droit de tous les réfugiés de jouir d'un accès équitable à une éducation de qualité.

Objectifs attendus:

La réunion internationale d'experts, par le biais d'une approche mobilisant l'ensemble des gouvernements et de la société, vise à encourager et à faciliter l'apprentissage mutuel et à identifier des recommandations politiques pertinentes à l'échelle internationale, nationale, régionale, locale et scolaire, en vue de préparer un projet de texte politique sur le droit à l'éducation des réfugiés qui sera poursuivi ultérieurement.

Les objectifs spécifiques de la réunion internationale d'experts sont les suivants:

- Identifier et examiner les difficultés communes et spécifiques rencontrées par les gouvernements – centraux, régionaux et locaux – dans l'accueil d'un nombre important de réfugiés.
- Présenter et examiner les bonnes pratiques et les mesures politiques prometteuses, ainsi que leurs implications normatives, en analysant la façon dont les pays ont traité ces questions et en identifiant les facteurs de succès.
- Identifier des domaines spécifiques pour cibler et renforcer le soutien et examiner les principaux leviers politiques à l'échelle internationale, nationale et locale.
- Élaborer une série de recommandations politiques basées sur les bonnes pratiques existantes.
- Préparer/contribuer au projet de texte politique sur le droit à l'éducation des réfugiés.

Une attention particulière sera portée à la façon dont les municipalités relèvent le défi consistant à fournir une éducation de qualité aux réfugiés, dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie.

Contexte et justification

Il y a 70 ans, l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui visait à définir un « idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations ». Parmi les droits et libertés fondamentaux qu'elle proclame, la Déclaration universelle des droits de l'homme reconnaît le droit de toute personne à l'éducation. Cependant, ce droit demeure un objectif incertain, une aspiration, pour les millions d'enfants et d'adolescents non scolarisés.

L'un des grands défis de notre époque dans le domaine de l'éducation est lié à la mobilité humaine croissante entre les régions et à l'intérieur de celles-ci. Les migrations et les déplacements obligent les États à adapter leurs systèmes éducatifs à l'arrivée de nouveaux venus. Le 70^e anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme est l'occasion de souligner le devoir fondamental des États de faire en sorte que nul ne soit privé de son droit à recevoir une éducation de qualité, en particulier les personnes qui ont fui leur pays à cause de conflits ou par crainte d'être persécutées. En approuvant la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants en 2016, les États ont réaffirmé leur obligation de respecter pleinement les droits fondamentaux des réfugiés et des migrants et reconnu que l'éducation est un élément déterminant de la réponse internationale à la crise des réfugiés. Le Cadre d'action globale pour les réfugiés établi par la Déclaration plaide pour un soutien accru aux réfugiés et pays d'accueil. Un Pacte mondial sur les réfugiés, qui devrait être adopté en décembre 2018 par l'Assemblée générale de l'ONU, définira en outre des mesures concrètes pour renforcer la réponse internationale aux importants mouvements de réfugiés et aux situations de réfugiés prolongées¹.

L'éducation joue un rôle essentiel pour fournir aux réfugiés les outils nécessaires au plein développement de leur personnalité, à leur insertion sur le marché du travail et à l'amélioration de leurs moyens de subsistance. Elle est également la clé d'une intégration réussie, facilitant ainsi une contribution plus utile aux sociétés. L'éducation joue par ailleurs un rôle crucial pour valoriser la diversité et, par conséquent, contribuer à l'acceptation et au respect mutuels au sein de la population dans les pays d'accueil. Pourtant, bien que les questions relatives à l'éducation des migrants et des réfugiés ne soient pas nouvelles, l'éducation des réfugiés représente aujourd'hui un défi immense. Avec actuellement plus de 19,9 millions² de réfugiés, accueillis pour la plupart dans les pays à revenu faible et intermédiaire³, les difficultés sont nombreuses en termes d'accès, de qualité et d'équité. Parmi les principaux défis figurent la nécessité de s'adapter à une population étudiante plus diversifiée et d'aborder les questions liées à l'intégration et à l'inclusion, en prêtant une attention particulière aux motifs de discrimination combinés – par exemple, les discriminations dont sont victimes les filles réfugiées, les réfugiés en situation de handicap, etc.

En première ligne de l'accueil et de l'intégration des réfugiés, les administrations municipales jouent un rôle stratégique pour faciliter l'inclusion des nouveaux arrivants par le biais de l'éducation. Bien que les responsabilités assignées aux administrations locales dans ce domaine varient considérablement d'un pays et d'une région à l'autre, dans la pratique, ces dernières font preuve de volonté et de créativité pour répondre aux difficultés rencontrées. Les initiatives consistent notamment à proposer des cours de langues et des stages de formation grâce à des ressources en plusieurs langues, ainsi qu'à fournir un enseignement non formel. Dans son rapport sur le droit à l'éducation des réfugiés⁴ récemment présenté à l'Assemblée générale de l'ONU, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'éducation a également recommandé une souplesse raisonnable concernant la reconnaissance des certificats

¹ UNHCR, Vers un Pacte mondial sur les réfugiés <http://www.unhcr.org/fr/vers-un-pacte-mondial-sur-les-refugies.html>

² Sous le mandat de l'UNHCR (cela exclut les réfugiés palestiniens sous le mandat de l'UNRWA).

³ Amnesty International, « Crise mondiale des réfugiés : De l'esquive au partage des responsabilités », 2016, p. 7.

⁴ http://www.right-to-education.org/sites/right-to-education.org/files/resource_attachments/UNSR_Report_July_2018_ENG.pdf

scolaires. Les villes mobilisent souvent la culture, les arts et les sports pour favoriser le dialogue interculturel et l'acceptation mutuelle. Elles proposent également des activités de renforcement des capacités en gestion de la diversité à l'intention des fonctionnaires municipaux et des enseignants.

En 2015, la communauté internationale a adopté l'agenda ODD 4 – Éducation 2030, qui engage les États membres à concevoir des systèmes éducatifs inclusifs, réactifs et résilients, afin de répondre aux besoins des enfants, des jeunes et des adultes, notamment les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les réfugiés. Le Nouveau Programme pour les villes, adopté par l'ensemble des États membres des Nations Unies en 2016 en tant que guide pour la mise en œuvre du Programme 2030 et des Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 4, à l'échelle locale, a également pour but d'aider les jeunes à accéder à l'éducation, à acquérir des qualifications et à trouver un emploi.

Les gouvernements, les organismes internationaux, ainsi que de nombreuses organisations non gouvernementales tentent d'identifier des solutions à court et à long terme à différents niveaux. Des stratégies sont élaborées, les financements sont souvent assurés et des formations sont offertes aux enseignants, mais des difficultés persistent⁵. Selon l'UNHCR, le risque de non-scolarisation est cinq fois plus élevé pour les enfants réfugiés, et même quand ils vont à l'école, ils ont moins de chances d'achever leur scolarité. En 2017, seulement 61 % des enfants réfugiés allaient à l'école primaire, et 23 % des adolescents poursuivaient des études secondaires⁶.

L'enseignement supérieur joue un rôle central dans la protection des jeunes réfugiés. Il aide à bâtir de futures générations d'individus hautement qualifiés qui sont non seulement capables de travailler dans le secteur public et privé, mais aussi de s'engager dans leurs communautés pour faire la différence. Grâce aux connaissances et aux compétences acquises au sein d'un établissement d'enseignement supérieur accrédité, et souvent grâce à l'apprentissage d'une nouvelle langue, les jeunes réfugiés instruits ont plus de chances de devenir autonomes. L'UNHCR estime qu'aujourd'hui, seulement 1 % des réfugiés éligibles ont accès à l'enseignement supérieur, contre 36 % des jeunes dans le monde.

Participants

La réunion d'experts rassemblera des représentants d'États membres, d'administrations régionales et de municipalités ainsi que des universitaires et des experts internationaux dans le domaine de l'éducation des réfugiés, des organismes des Nations Unies, des ONG et des représentants de la société civile.

Méthodologie

La réunion d'experts donnera lieu à trois débats pléniers. Le premier débat identifiera les difficultés rencontrées par les systèmes éducatifs nationaux pour assurer le droit à l'éducation des réfugiés, le deuxième explorera les bonnes pratiques et les mesures prometteuses prises par les gouvernements et les municipalités, et le troisième sera consacré aux leviers politiques et aux domaines ayant besoin d'une aide ciblée.

Un document de travail sera préparé, sur lequel s'appuieront les débats durant la réunion d'experts. Sur la base de ce document de travail, des experts internationaux présenteront le thème de chaque débat et les participants partageront leurs expériences et réagiront aux présentations des experts. Outre les débats pléniers, un atelier parallèle permettra de débattre en petits groupes afin de contribuer au projet de texte politique sur le droit à l'éducation des réfugiés, notamment en définissant des recommandations politiques pour garantir efficacement le droit à l'éducation des réfugiés en vue de réaliser l'ODD 4 – Éducation 2030.

⁵ UNHCR, The challenge of Education, <http://unhcr.org/FutureOfSyria/the-challenge-of-education.html>.

⁶ <http://www.unhcr.org/5b852f8e4.pdf>

Jeudi 13 Décembre 2018: Matin	
08:30 – 09:00	Inscription
09:00 – 10:00	<p>Session d'ouverture</p> <p>Allocations de bienvenue prononcées par l'Ambassadeur, Délégué permanent du Royaume d'Espagne auprès de l'UNESCO, l'UNESCO, l'UNHCR, la Generalitat de Catalunya, le Conseil municipal de Barcelone et le Centre UNESCO pour la Catalogne</p>
10:00 – 10:20	Allocution introductive par la Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'éducation
10:20 – 10:30	Introduction par l'UNESCO (modalités de travail, programme, documents de travail)
10:30 – 11:00	<p>Débat 1, Défis communs et propres aux pays auxquels sont confrontés les systèmes éducatifs nationaux s'agissant de l'intégration des populations réfugiées</p> <p>Présentation par un expert international</p> <p>Débat ouvert: les représentants de pays et de municipalités ainsi que les experts internationaux prendront la parole pour présenter leur expérience et réagir à la présentation</p>
11:00 – 11:15	Pause-café
11:15 – 13:00	<p>Débat 1</p> <p>Suite</p>
13:00 – 14:00	Pause-déjeuner
Jeudi 13 Décembre 2018: Après-midi	
14:00 – 16:00	<p>Débat 2, Bonnes pratiques et mesures prometteuses prises par les pays</p> <p>Présentation par un expert international</p> <p>Débat ouvert: les représentants de pays et de municipalités ainsi que les experts internationaux prendront la parole pour présenter leur expérience et réagir à la présentation</p>
16:00 – 16:15	Pause-café
16:15 – 18:00	<p>Débat 2</p> <p>Suite</p>
Vendredi 14 Décembre 2018: Matin	
09:30 – 11:00	<p>Débat 3, Leviers politiques et domaines ayant besoin d'un soutien politique ciblé</p> <p>Présentation par un expert international</p> <p>Débat ouvert: les représentants de pays et de municipalités ainsi que les experts internationaux prendront la parole pour présenter leur expérience et réagir à la présentation</p>
11:00 – 11:15	Pause-café
11:15 – 13:00	<p>Débat 3</p> <p>Suite</p>

13:00 – 14:00	Pause-déjeuner
Vendredi 14 Décembre 2018: Après-midi	
14:00 – 15:30	Atelier parallèle Trois groupes parallèles – modérés par des experts Discussion sur le projet de texte politique: observations et commentaires pour améliorer le texte de la version préliminaire du projet, incluant des recommandations politiques réalisables pour garantir le droit à l'éducation des réfugiés en vue de réaliser l'ODD4-Éducation 2030
15:30 – 15:45	Pause-café
15:45 – 17:00	Séance plénière Rapports des groupes parallèles par les modérateurs des groupes Conclusions and prochaines étapes par les organisateurs
17:00 – 17:30	Allocutions de clôture